775806-2026 - Mise en concurrence

Affichage de l'avis

Affichage de l'avis

Synthèse

Mise en concurrence
France: Système de surveillance de la marche des trains
Acquisition de prestations d'entité en charge d'entretien des wagons militaires et prestations associées
France, Yvelines (FR103) Versailles
Valeur estimée hors TVA: 2 000 000,00 EUR
Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

Acheteur

Acheteur: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC
Adresse électronique: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr
France, Yvelines (FR103), VERSAILLES

LOT-0001: Acquisition de prestations d'entité en charge d'entretien des wagons militaires et prestations associées

Système de surveillance de la marche des trains
France, Yvelines (FR103) Versailles
Durée: 84 Mois
Valeur estimée hors TVA: 2 000 000,00 EUR
Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 10/12/2026 - 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Langues et formats

Langue officielle (PDF signé)

BG CS DA DE EL ES EN ET FI FR GA HR HU IT LT LV MT NL PL PT RO SK SL SV

PDF

BG CS DA DE EL ES EN ET FI FR GA HR HU IT LT LV MT NL PL PT RO SK SL SV

HTML Traduction automatique

BG CS DA DE EL ES EN ET FI FR GA HR HU IT LT LV MT NL PL PT RO SK SL SV

Avis

Langue officielle

775806-2026 - Mise en concurrence
France – Système de surveillance de la marche des trains – Acquisition de prestations d'entité en charge d'entretien des wagons militaires et prestations associées
OJ S 217/2026 09/11/2026
Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Fournitures

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Adresse électronique: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Défense

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Acquisition de prestations d'entité en charge d'entretien des wagons militaires et prestations associées

Description: Acquisition de prestations d'entité en charge d'entretien des wagons militaires et prestations associées

Identifiant de la procédure: 66fe9867-39b1-4599-8c92-5960da234b42

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 34943000 Système de surveillance de la marche des trains

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Versailles

Code postal: 78000

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

Informations complémentaires: France métropolitaine

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 2 000 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 2 400 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: En cas de groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R.234212 du CCP, la forme juridique du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché public. Il est interdit de présenter plusieurs candidatures en

agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements. Les groupements ne pourront être constitués ou modifiés après la date de remise de la candidature, au sens de l'article R.234213. En outre, conformément aux dispositions de l'article R.234214 du CCP, en cas de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous contractants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous contractants ou entreprises liées à son acceptation, au regard des conditions de participation. Les documents exigés aux candidats sont obligatoires, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique (en outre tout candidat ou groupement ne paraissant pas posséder les capacités suffisantes pour obtenir le marché, pourra être écarté). Pièce 1 : La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019 ou équivalent dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement. Pièce 2 : La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques. Nota : Les imprimés réclamés ci-dessus sont ceux en vigueur. Ils peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Pièce 3 : Une liste des principales activités concernées par le candidat individuel ou chaque membre du groupement au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant et la date. Pièce 4 : L'agrément délivré par les organismes professionnels de certifications Pièce 5 :Toute preuve de la capacité du candidat relative au Transport des Matières Dangereuses (TMD). Pièce 6 : Attestation sur l'honneur du candidat qu'il ne fait pas, et ne pourra faire l'objet d'un engagement sur la fonction 4 de l'ECE des wagons du ministère des armées et des anciens combattants, durant toute la durée d'exécution du marché notifié suite à la présente consultation.Le repérage des numéros des pièces contenues dans le dossier doit être prévu par le candidat. L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française. Si le candidat transmet des documents en langue étrangère, il doit impérativement joindre une traduction en langue française. Conformément à l'article R.23422 du CCP, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournit leur chiffre d'affaires global et spécifique réalisé(s) au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les documents demandés supra aux candidats justifiant les capacités professionnelles et techniques sur lesquelles le candidat s'appuie. En outre, pour justifier qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché public, le candidat produit un engagement écrit et signé des opérateurs économiques. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si le candidat n'est pas en mesure, pour une raison justifiée de produire les documents et les références demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique, financière, technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature. Le cas échéant, l'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé. Récapitulatif des cas de rejet d'une candidature : Dossier de candidature reçu après l'échéance fixée par l'acheteur, figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. Dossier de candidature transmis selon des modalités ne respectant pas celles fixées à l'annexe de l'AAPC, ne permettant pas notamment de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité (exemple : transmission par courriel hors « PLACE »). Candidat faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L. 23411 à L. 23413 et L. 23415 du CCP dossier de candidature ne comportant pas toutes les pièces mentionnées dans les conditions de participations, ou comportant des pièces incomplètes, ou rédigées dans une langue étrangère sans traduction en langue française.Dossier de candidature contenant un virus et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise. Candidat ne présentant manifestement pas les capacités financières, professionnelles et techniques suffisantes pour exécuter le marché public. Candidat d'un pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen. Modalités de communication et de transmission des plis pour la consultation : Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature, au sein du DC1 ou équivalent, une adresse de courrier électronique valide, et doit prendre régulièrement connaissance du contenu de cette messagerie en cours de procédure. Il est tenu d'informer l'acheteur de toute modification de cette adresse de courrier électronique en cours de procédure. En effet, pour ses échanges avec les

opérateurs économiques, notamment les réponses à leurs questions, les éventuelles demandes de complément de dossier et l'information des candidats retenus et non retenus, l'acheteur communique exclusivement via la messagerie sécurisée de la PLACE. Les courriels sont envoyés par la PLACE depuis l'adresse : nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr, l'opérateur économique doit donc prendre le soin de vérifier au préalable que cette adresse électronique soit accessible ou inscrite sur liste blanche pour passer les filtres éventuellement mis en place (serveurs, clients de messagerie, logiciel tiers, antispam). Les modalités de transmission des plis électroniques sont précisées dans une notice d'information en annexe de l'AAPC. Les renseignements d'ordre administratifs peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite et doivent être transmis par l'interface de questions de la PLACE, au plus tard, 10 jours calendaires avant la date de remise des candidatures. Pour les questions posées ultérieurement, le pouvoir adjudicateur ne sera pas tenu de répondre. Pour accéder à l'interface de questions : sur le site indiquer la référence de la consultation dans la case https://www.marchespublics.gouv.fr, "recherche avancée". En cas de difficulté, les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après génération d'un ticket le cas échéant, destinés : à les guider et les aider à utiliser les fonctionnalités de la PLACE à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plateforme. Base juridique: Directive 2009/81/CE

Base juridique:

Directive 2009/81/CE

2.1.6. Motifs d’exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Acquisition de prestations d’entité en charge d’entretien des wagons militaires et prestations associées

Description: Acquisition de prestations d’entité en charge d’entretien des wagons militaires et prestations associées tel que la mise en place d'un portail GMAO et des études d'ingénierie

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 34943000 Système de surveillance de la marche des trains

5.1.2. Lieu d’exécution

Ville: Versailles

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 84 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 2 000 000,00 EUR

Valeur maximale de l’accord-cadre: 2 400 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n’est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Indication obligatoire de la sous-traitance: La part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter

Adresse de soumission: www.marchespublics.gouv.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 10/12/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions d'exécutions sont définies dans les pièces contractuelles

Arrangement financier: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versement d'avance, les acomptes et les versements à titre de règlement partiel ou de solde) est conforme aux dispositions des articles L23911 à L239210, R23911 à R23917, R239116 à R239128, R239324 à R239340 du code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Sous-traitance:

Le contractant doit indiquer tout changement de sous-traitant(s) au cours de l'exécution du marché.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Versailles

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Les recours juridictionnels suivants peuvent être exercés contre cette procédure de passation et le contrat en cause : un référé précontractuel (art. L.5511 et s. du code de justice administrative) depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ; un référé contractuel (art. L. 55113 et s. du code de justice administrative) dans un délai de trente et un jours en cas de publication d'un avis d'attribution du contrat au journal officiel de l'Union européenne ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, en l'absence de la publication d'un avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat ; un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass., 4 avr. 2014, Département de Tarn et Garonne, n°358994).

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Versailles

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Numéro d'enregistrement: 15400005300582

Adresse postale: route des docks quartier ingenieur général Jayat CS 30704

Ville: VERSAILLES

Code postal: 78013

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

Adresse électronique: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Téléphone: 01 39 67 29 67

Adresse internet: www.marches-publics.gouv.fr

Adresse URL pour l'échange d'informations: www.marches-publics.gouv.fr

Profil de l'acheteur: www.marches-publics.gouv.fr

Rôles de cette organisation:
Acheteur

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Administratif de Versailles

Adresse postale: 56 avenue de Saint-Cloud

Ville: VERSAILLES

Code postal: 78000

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

Point de contact: Télérecours

Adresse électronique: greff.taversailles@juradm.fr

Téléphone: 0139205400

Adresse internet: www.telerecours.fr

Rôles de cette organisation:
Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg

Adresse électronique: ted@publications.europa.eu

Téléphone: +352 29291

Adresse internet: https://op.europa.eu

Rôles de cette organisation:

TED eSender

Informations relatives à l’avis

Identifiant/version de l’avis: c66a5c0b-7f39-4a92-9533-b55ac596f4c5 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d’avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d’avis: 18

Date d’envoi de l’avis: 05/11/2026 16:42:20 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l’avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l’avis: 775806-2026

Numéro de publication au JO S: 217/2026

Date de publication: 09/11/2026